

Auchan | RETAIL



Monsieur Arnaud ROUSSEAU
Président de la FNSEA
11 rue de la Baume
75008 PARIS

Paris, le 23 février 2024

Monsieur le Président,

Nous, dirigeants des enseignes de la grande distribution française, voulons réaffirmer clairement et collectivement notre profond attachement à notre agriculture, à la souveraineté alimentaire de notre pays et à la juste rémunération de nos producteurs. Nous n'acceptons pas que les agriculteurs qui nous nourrissent ne puissent pas vivre dignement de leur travail.

Crise Covid, crise climatique, grippe aviaire, crise énergétique, inflation, catastrophes naturelles : nous avons toujours répondu présents pour aider les agriculteurs à maintenir leurs débouchés.

La crise qui secoue le monde agricole nous oblige. Pleinement solidaires, nous prendrons toute notre part pour coconstruire avec les agriculteurs des solutions pérennes pour améliorer le revenu des producteurs. L'objectif de protection du revenu des agriculteurs dans les multiples lois votées ces dernières années a malheureusement été progressivement dévoyé. Pour y remédier, il est nécessaire de s'appuyer sur le diptyque originel de la loi Egalim 2 : généralisation de la contractualisation amont, transparence des industriels pour garantir la protection de la matière première agricole.

Pour parvenir à une réelle construction du prix « en marche avant », il doit être fait obligation aux industriels, sous peine de sanctions, de mener leurs négociations de premier niveau avec les producteurs, avant la négociation de deuxième niveau avec les distributeurs. Avant tout, il faut supprimer « l'option 3 » qui permet aux grands industriels d'acheter la non-transparence. Sans transparence sur le prix payé aux agriculteurs, comment pouvons-nous garantir une juste rémunération des producteurs ?

Par ailleurs, le recours aux contrats tripartites pour l'ensemble des produits frais - fruits et légumes, lait, viandes, œufs – doit être largement renforcé. Nous nous engageons aussi à renforcer la transparence sur l'origine de la matière première, comme l'a récemment proposé Olivia Grégoire.

Les centrales d'achat internationales cristallisent beaucoup de tensions. Nous tenons à réaffirmer que leur rôle est de négocier au niveau européen avec des multinationales, menant elles-mêmes des stratégies européennes voire mondiales, pour négocier les meilleurs prix pour les consommateurs français. Pour résoudre la crise de confiance qui traverse notre filière agro-alimentaire, nous proposons de travailler à une charte de bonnes pratiques, en co-construction avec la Commission européenne pour garantir que les négociations avec les grands industriels ne se fassent pas au détriment du revenu des agriculteurs.

Enfin, nous ne devons pas perdre de vue que la grande distribution alimentaire ne peut pas tout. Elle représente en effet moins de la moitié des débouchés des exploitations agricoles française : 35% des débouchés des produits laitiers, 47% des bovins, 48% de la volaille.... La question du revenu agricole ne peut pas être traitée sans appréhender les autres débouchés : il est ainsi grand temps d'étendre les obligations d'Egalim aux acteurs de la restauration hors foyer, ainsi qu'aux grossistes industriels !

Être solidaire de l'agriculture française c'est aussi appeler à lever les barrières à sa compétitivité : il est temps que l'État se saisisse de cet enjeu majeur en supprimant les normes, les charges inutiles et disproportionnées qui accroissent les coûts de production des agriculteurs français par rapport à leurs homologues européens.

L'urgence d'agir pour la souveraineté alimentaire et les attentes du monde agricole ne sont plus à démontrer. Partenaire majeur et principal employeur du tissu économique français, nous nous tenons à disposition des agriculteurs et de leurs représentants pour y répondre.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre considération distinguée.

Voir lettre en annexe

Philippe BROCHARD
Directeur général
d'Auchan France



Alexandre BOMPARD
Président-Directeur général de
Carrefour



Jean-Charles NAOURI
Président-Directeur
général de Casino

Voir lettre en annexe

Ludovic CHATELAIS
Directeur général de
Cora



Thierry COTILLARD
Président du Groupement
Les Mousquetaires



Michel-Edouard LECLERC
Président du Mouvement
E. Leclerc



Dominique SCHELCHER
Président-Directeur général
de Système U